

**M. Laverne Lewycky (Dauphin):** Madame le Président, le Nouveau Parti Démocratique se réjouit de pouvoir apporter son appui à cette motion méritoire qui témoigne bien de l'inquiétude du Parlement.

Nous voulons exprimer cette inquiétude, et sommes heureux que tous les partis se prononcent en faveur de cette motion. J'estime que nous avons une responsabilité morale. Nombreux sont les Canadiens qui ont soit des parents soit des amis en Pologne et ils s'inquiètent avec raison. Voilà pourquoi nous approuvons sans réserve cette motion.

**Mme le Président:** Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

### LA FORMULATION D'UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE

**M. Girve Fretz (Érié):** Madame le Président, comme le chômage dans la circonscription de Érié est actuellement intolérablement élevé, et que le nombre des prestataires de l'assurance-chômage a augmenté de 112 p. 100 dans les localités de Port Colborne et de Fort Érié depuis octobre 1981, parce que le gouvernement libéral n'a pas réussi à stimuler l'économie. Je propose avec l'appui du député de St. Catharines (M. Reid):

Que le gouvernement libéral formule immédiatement une stratégie industrielle visant à créer des emplois et à stimuler l'économie, afin d'aider à soulager les souffrances de ceux qui ont été les victimes de l'inaction du gouvernement jusqu'ici.

**Mme le Président:** Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

● (1420)

### LES MISES DES SCÉLÉS SUR LES PORTES DE CERTAINES ENTREPRISES

**M. Fred King (Okanagan-Similkameen):** Madame le Président, dans la troisième partie de son allocution télévisée, le premier ministre s'est adressé directement aux banquiers qui voient les petits entrepreneurs faire des pieds et des mains pour continuer à tourner en leur demandant à quoi cela les avancerait que les huissiers mettent les scellés sur les établissements en difficulté. Je propose donc, appuyé par le député de Prince George-Bulkley Valley (M. McCuish):

Compte tenu qu'en ce moment même des fonctionnaires du ministère du Revenu et de la Banque fédérale de développement sont en train de faire mettre les scellés sur les portes de certains établissements à Okanagan-Similkameen et partout au Canada, la Chambre enjoigne à ces fonctionnaires et à ceux d'autres organismes de répondre à l'invitation du premier ministre en misant sur les Canadiens.

### Article 43 du Règlement

**Mme le Président:** Y a-t-il consentement unanime pour adopter cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

## LE CHÔMAGE

### ON BLÂME LE GOUVERNEMENT

**M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills):** Madame le Président, de 1951 à 1966, au cours de cette période que l'on appelle généralement «le boom des naissances», sept millions de Canadiens ont vu le jour. Le gouvernement libéral est au courant de leur existence depuis des années et pourtant, le programme énergétique national et tous les budgets présentés depuis 1980 ont miné le climat économique et réduit le nombre d'emplois disponible pour cette génération. Conséquemment, le chômage s'élève maintenant à 21 p. 100 chez les jeunes. Je propose donc, appuyé par le député de Don Valley-Ouest (M. Bosley):

Que la Chambre blâme le gouvernement libéral et le parti libéral pour l'indifférence cynique et hautaine qu'il manifeste envers l'avenir des jeunes Canadiens.

**Mme le Président:** Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE GUATEMALA—ON SUGGÈRE DE S'OPPOSER À UN PRÊT BANCAIRE

**M. Bob Ogle (Saskatoon-Est):** Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire pressante et urgente.

La Banque interaméricaine de développement doit se prononcer sous peu sur la possibilité d'accorder au Guatemala un prêt de 18 millions de dollars, et en tant que membre de la Banque, le Canada sera appelé à voter là-dessus. Or, le nombre des atteintes aux droits de la personne s'est horriblement multiplié au Guatemala ces derniers mois, tout particulièrement au chapitre des exécutions extra-judiciaires. Pour ce motif, je propose, avec l'appui du député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie):

Que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ordonne au Directeur exécutif canadien de se prononcer contre le prêt de 18 millions de dollars que la Banque interaméricaine de développement se propose d'accorder au Guatemala.

**Mme le Président:** Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.